

---

# Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 25 au 31 octobre 2018

---

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

## USMCA et relations Mexique / Etats-Unis

**Le secteur sidérurgique mexicain réclame l'imposition de droits de douane sur l'acier et l'aluminium états-unien.** Suite aux droits de douane imposés par les Etats-Unis sur l'acier et l'aluminium mexicains depuis 1<sup>er</sup> juin, les importations mexicaines d'acier états-unien sont passées de 233,3 M USD en mai 2018 à 160,4 M USD en août 2018. Le Mexique avait mis en place des mesures de représailles sur certains produits d'importations états-uniens agroalimentaires (levée du traitement préférentiel pour les importations de viande de porc étasunienne et mise en place de droit de douane de 20% sur certains produits agroalimentaires) en réponse au protectionnisme américain.

**Compte tenu des nouvelles règles d'origine de l'USMCA, Toyota a annoncé vouloir relocaliser certains de ses fournisseurs en Amérique du Nord.** Les batteries électriques pourraient par exemple être fabriquées dans la région. 14 usines Toyota sont présentes au Mexique ; 1 usine est en cours de construction à Guanajuato et devrait être mise en service en 2019.

## Economie

**Selon l'INEGI, le PIB mexicain a crû de +0,9% entre le 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 (soit +2,6% en g.a.).** Les activités primaires, secondaires et tertiaires auraient crû de respectivement +0,8%, +0,5% et 0,8% sur la période. Le secteur tertiaire reste le secteur moteur de l'économie mexicaine, avec une croissance annuelle de +3,44%, contre +1,1% et +2,2% pour les activités secondaires et primaires. Selon Banorte, la croissance aurait principalement été impulsée par la demande extérieure et la croissance économique états-unienne : au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, les exportations du secteur manufacturier ont représenté 90% des exportations totales et ont augmenté de +10,6% (g.a.), tirées par une croissance de +15,3% (g.a.) des exportations du secteur automobile (40% des exportations mexicaines). La croissance du PIB mexicain est également favorisée par la croissance états-unienne (+3,5% de croissance estimée ce trimestre, contre +3,3% estimée antérieurement).

**Compte tenu du résultat de la consultation citoyenne qui s'est tenue du 25 au 28 octobre dans l'ensemble du pays, le futur Président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO) a annoncé l'annulation de la construction de l'aéroport de Texcoco.**

**Suite à cette annonce, la devise et la bourse mexicaines ont chuté de respectivement -3,62% et -4,2% le 29 octobre.** La devise mexicaine a atteint 20,06 MXN/USD. En octobre 2018, le peso a connu la dépréciation la plus importante depuis celle enregistrée en novembre 2016 (-8,47%), soit une dépréciation de -8,45% de sa valeur face au dollar. L'indice S&P/BMC IPC a perdu presque 2000 points, soit 258 Mds MXN de valeur (l'équivalent du financement du NAIM).

**En conséquence, Moody's a réduit la notation des obligations MEXCAT de Baa1 à Baa3.** La valeur des obligations générées via le fonds MEXCAT pour la construction du NAIM ont baissé de -2% le 29 octobre 2018 et de -18% depuis le 29 décembre 2017.

**Fitch a revu à la baisse la perspective de la note de la dette souveraine du Mexique, de « stable » à « négative », tandis que Moody's et S&P la maintiennent « stable ».** La note établie par Fitch est de BBB+, avec une perspective revue de « stable » à « négative » en raison d'une hausse des risques pesant sur l'économie. Fitch reste confiante sur le respect par le futur Président de l'indépendance de la Banque Centrale (Banxico) et de la discipline budgétaire qu'il s'est engagé à respecter.

**Dans ce contexte, la volatilité du MXN face à l'USD s'est poursuivie le 31 octobre 2018.** Suite à l'annonce du changement de perspective (de « stable » à « négative ») de la note attribuée par Fitch, la valeur de la devise mexicaine est passée de 20,27 MXN/USD à 20,47 MXN/USD, avant de se stabiliser entre 20,30 MXN/USD et 20,35 MXN/USD compte tenu du maintien par Moody's et S&P de la perspective « stable » de la note du Mexique.

**En dépit de l'annonce de l'annulation de la construction du NAIM à Texcoco, le Ministère des Finances a affirmé que le gouvernement respecterait ses objectifs en matière fiscale (déficit public à 2,5% du PIB et baisse du solde de la dette) et maintient ses prévisions de croissance pour l'année 2018 (entre +2% et 3% -g.a.).**

**JP Morgan a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2019 pour l'économie mexicaine (-0,5 pt%), de 2,4% à 1,9% (g.a.).** L'ensemble des institutions bancaires prévoient une baisse des perspectives de croissance du Mexique pour 2019, anticipant une réduction des flux d'investissement, une hausse des taux d'intérêt et de l'inflation. Selon BBVA Bancomer, le coût direct de l'annulation du NAIM s'élèverait à 10 Mds USD (0,9% du PIB).

**Le Mexique a perdu 5 places au classement *Doing Business 2019* élaboré par la Banque Mondiale.** En 2018, le Mexique se place au 49<sup>ème</sup> rang sur 190 pays. Le Mexique est cependant le mieux positionné des pays d'Amérique Latine.

**Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, PEMEX a enregistré un bénéfice net de 26,7 Mds MXN grâce à la hausse du prix du pétrole brut enregistré sur la même période, ainsi qu'une baisse de -2,2% (g.a.) de sa dette financière.** Il s'agit du 1<sup>er</sup> bénéfice net enregistré au 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année depuis 2012. En septembre 2018, la production de brut de PEMEX a augmenté de +5,5%.

**Le programme d'AMLO concernant la zone franche du nord du Mexique (baisse de la TVA de 16% à 8%, réduction de l'impôt sur les bénéficiaires de 30% à 20%, alignement des prix de l'essence avec celui des villes états-uniennes frontalières, hausse du salaire minimum de 88 à 176 MXN) devrait être détaillé aux entreprises de la zone au mois de décembre prochain.**

**D'après le secrétaire général de l'OCDE, José Ángel Gurría, le plus grand défi du Mexique est la lutte contre la pauvreté et les inégalités.** Il a également insisté sur la nécessité pour le pays de se moderniser, notamment en matière digitale, afin de ne pas perdre en compétitivité et en productivité.

### **Finances Publiques**

**Le Ministère des Finances a revu à la baisse le déficit primaire estimé pour 2018, de 0,8% du PIB à 0,7% du PIB.** Cette révision s'explique par la réduction de 716 M USD (14,3 Mds MXN) du coût de la dette publique enregistré entre janvier et septembre 2018 par rapport aux estimations. En septembre, la balance primaire a enregistré un excédent de 5,4 Mds USD (108,2 Mds MXN, 0,5% du PIB), soit un montant supérieur aux prévisions (+3,6 Mds USD, soit 71,9 Mds MXN).

**Le montant de recettes publiques enregistrées entre janvier et septembre 2018 a augmenté de +4,7% (g.a.), pour atteindre 189,7 Mds USD (3 789 Mds MXN). Les dépenses publiques ont augmenté de +5,1% (g.a.) sur la période, pour atteindre 206 Mds USD (4 114 Mds MXN).**

**Pour l'année 2018, le Ministère des Finances prévoit un niveau de dette publique inférieur à celui de 2017, soit à 45,5% du PIB (contre 46% du PIB en 2017).**

### **Entreprises et grands contrats**

**La Commission fédérale mexicaine de la concurrence (COFECE) a approuvé l'acquisition par l'opérateur pétrolier franco-britannique *Perenco* de 49% de la société britannique *Petrofac Netherlands Holding*, détenant plusieurs contrats au Mexique, parmi lesquels ceux relatifs aux blocs de Santuario et Magallanes dans l'Etat de Tabasco et celui d'Arenque (Tampico).**

**General Electric a annoncé vouloir augmenter ses investissements au Mexique dans les secteurs aéronautique et électrique.** General Electric est notamment présent au Mexique dans le secteur pétrolier, des équipements médicaux et des matériaux ferroviaires roulants.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 01/11/2018
Bourse (IPC)	-3,6%	-7,5%	44 715,17
Risque pays (EMBI+Mx)	+6%	+13,9%	213
Taux de change USD/Peso	+3,95%	+6,2%	20,31
Taux de change Euro/Peso	+3,8%	+3,5%	23,05
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	+1,4%	+33%	70,17

## AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

**L'importation de vaccins français en Amérique centrale a augmenté de +83% (g.a.) au 1<sup>er</sup> semestre 2018.** La France est le 2<sup>ème</sup> exportateur de vaccins dans la région, avec une part de marché de 18%, derrière la Belgique (22%).

### Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

**Dans le but d'échanger des titres de créances expirant entre 2018 et 2020, pour d'autres à plus long terme, le gouvernement a mis aux enchères 3,7 M USD (2,2 Mds CRC) d'obligations et de coupons.** Le principal objectif de cette opération était d'alléger les pressions sur le budget 2019, mais il n'est parvenu à échanger que 16,5% de ce total.

**Entre janvier et septembre 2018, le retard de paiement de dettes a augmenté en raison d'un retard plus important dans le paiement des dettes libellées en devises.** En septembre 2018, l'indice de morosité est de 2,6% contre 2,1% 1 an plus tôt. Le retard dans le paiement en dollar a augmenté plus vite, ce qui peut s'expliquer par les pressions sur le taux de change, avec une dépréciation du colon par rapport au dollar de 2,44%. A cela s'ajoute l'incertitude générée par le déficit budgétaire, le ralentissement économique et le chômage.

### Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

**Le commerce entre le Guatemala et l'Europe a augmenté de +4% (g.a.) au cours des 8 premiers mois de l'année, où le Guatemala a vendu pour 600 M USD aux pays de la zone euro.** L'Ambassadeur de l'Union Européenne au Guatemala a affirmé que l'accord d'Association avec l'Europe, en vigueur depuis 2013, a facilité la libre entrée des produits guatémaltèques dans la zone euro.

**D'après les chiffres du Département d'Etat américain, les aides indirectes américaines au Guatemala se sont élevées à 832 M USD entre 2009 et début 2018** (dont 216 M USD en 2017). Ces fonds ont principalement été destinés à des programmes liés à la consolidation de la démocratie, la défense des droits humains, le développement économique, la santé et l'éducation et à des programmes pour la préservation de l'environnement, la sécurité et l'aide humanitaire.

**5 entreprises guatémaltèques de l'agro-industrie ont, pour la 1<sup>ère</sup> fois, participé au Salon international de l'alimentation (SIAL) qui s'est déroulé du 21 au 25 octobre 2018 à Paris.** La participation de ces entreprises (Mesoamérica Foods Corp., Panifresh, Guatemalan Candies, Excard/Spicex et Acaexmiel) a été possible grâce à l'appui de l'Association Guatémaltèque des Exportateurs (Agexport) et au programme de subventions AL-INVEST 5.0 de l'Union Européenne, qui vise à soutenir les PME latino-américaines dans leur projet d'internationalisation.

**La Banque interaméricaine de développement (BID) accorde 90 M USD au Honduras pour soutenir le *Plan Nacional de Logística de Carga (PNLOG)* qui vise accroître la compétitivité du Honduras dans les domaines du transport et de la logistique.** La BID attend du gouvernement qu'il mette en place un Conseil National de la Logistique qui devra revoir le cadre légal, favoriser la modernisation des équipements et la digitalisation des processus. Les principaux bénéficiaires seront les producteurs honduriens, qui disposeront d'un meilleur accès aux marchés nationaux et internationaux.

**Le Honduras a reçu la visite d'investisseurs en provenance de Chine et de Hong Kong, intéressés par le secteur du textile (*maquiladoras*).** Cette visite au sein de la zone industrielle de Jacaleapa, dans la capitale Tegucigalpa, s'inscrit dans le cadre du programme gouvernemental Pro-Honduras qui vise à accroître les investissements internationaux dans le pays et à soutenir les exportations honduriennes. L'industrie du textile et de l'habillement affiche une croissance en août 2018 de +2,8% (g.a.) soutenue par l'augmentation des commandes en provenance de l'étranger, en particulier d'Amérique centrale.

**L'inflation continue de ralentir :** elle a enregistré une croissance de +5,1% (g.a.) en septembre, après un pic à +5,6% en juin.

**Le Conseil Supérieur de l'Entreprise Privée (Cosep) s'oppose à la loi sur la création de la société nicaraguayenne d'importation et d'exportation Enimex, qui permettrait à l'État de réaliser des transactions commerciales.** D'après lui, la création d'Enimex constituerait une concurrence déloyale et une entrave à la libre concurrence dans le pays.

**Plus de 237 M USD sont sortis du système bancaire entre août et septembre 2018, ce qui porte à 1,26 Md USD le montant total des dépôts bancaires qui ont quitté le Nicaragua depuis mars 2018.** Cette fuite des capitaux concerne principalement les comptes en devises étrangères (900 M USD provenant de comptes en USD et 360 M USD de comptes en monnaie locale).

**Dans le cadre du projet de loi 591, proposant la criminalisation de la fraude fiscale, les Ambassades européennes au Panama (Allemagne, France, Espagne, Pays-Bas, Royaume-Uni et Portugal) ont publié une tribune dans [la presse locale](#),** saluant la présentation et l'examen à l'Assemblée nationale du projet de loi. Cette initiative, faite à la demande de la Ministre des Finances, rencontrée le 22 octobre, vise à faire pression sur les députés pour accélérer le débat.

**Depuis deux ans, on observe un excès d'offre de biens immobilier d'environ 500 000 et 600 000 m<sup>2</sup>, selon la Chambre panaméenne de la construction (CAPAC).** Il faudrait 7 ans pour les vendre à travers les canaux habituels de commercialisation. Cette situation a généré une forte concurrence entre les propriétaires des immeubles vacants, profitant à ceux cherchant des locaux à louer. La baisse des prix de location s'observe davantage dans le segment des locaux commerciaux et des bureaux, avec une réduction de -15% à -20%.

**En dépit du ralentissement économique, la CEPAL maintient la prévision de croissance du PIB à +5,2% (g.a.) pour 2018.** L'indice mensuel d'activité économique enregistre une hausse de +3,09% (g.a.) entre janvier et août 2018.

**L'Assemblée nationale a approuvé une loi permettant d'étendre le champ d'application d'exonération des taxes à l'importation à Colon.** L'Assemblée a approuvé, en 3<sup>ème</sup> débat, l'optimisation du système spécial de Puerto Libre pour la province de Colon, en excluant le paiement de taxes pour l'importation de biens, tant pour les nationaux que pour les étrangers. La loi autorise l'octroi de crédits fiscaux afin de renforcer les investissements commerciaux à Colon.

Entre janvier et septembre 2018, les exportations salvadoriennes se sont élevées à 4,5 Mds USD, soit une hausse de +3,3% (g.a.). Cette augmentation est principalement due à la bonne performance des maquillas, qui ont exporté 132 M USD supplémentaires.

En septembre, le portefeuille de crédits du Salvador a atteint 12,3 Mds USD, soit une augmentation de +5% (g.a.). Les prêts aux entreprises ont représenté la majorité des prêts accordés (45,4%), suivi des prêts aux particuliers (34,7%) et des prêts immobiliers (19,9%).

D'après la Banque centrale, les nouvelles relations diplomatiques entre le Salvador et la Chine devraient favoriser la croissance de l'économie salvadorienne en 2019. Le taux de croissance devrait atteindre +2,6% contre +2,4% en 2018. Le gouvernement, qui a récemment envoyé une délégation officielle en Chine (après avoir accueilli au Salvador, Qin Gang, le Vice-Ministre des Affaires étrangères chinois en charge de l'Amérique latine), s'attend au développement de lignes de crédits chinoises en faveur des entreprises salvadoriennes et à une augmentation des échanges commerciaux entre les deux pays.

La Commission Exécutive Portuaire Autonome (CEPA) a présenté aux Ambassadeurs résidents au Salvador et représentants d'une dizaine d'entreprises internationales (du Panama, de Belgique, du Chili, des Bahamas, de France et de Chine, notamment), le nouveau processus d'appel d'offres lié au projet de concession du Port La Union. Le cahier des charges de ce dernier portera sur (i) les services techniques portuaires et la logistique, (ii) le développement du trafic de conteneurs et de nouvelles activités commerciales (dont la pêche et le tourisme). L'appel d'offres est programmé pour fin novembre prochain. Les autorités du commerce américain ont néanmoins exprimé leur inquiétude quant à cet appel d'offres (organisé de manière précipitée et peu transparente). Inauguré en 2010 et conçu comme un terminal de conteneurs, le Port La Union est resté quasiment inutilisé depuis, faute d'équipements et d'investissements dans le dragage portuaire de ses chenaux d'accès. 210 M USD ont pourtant été investis par le gouvernement dans ce projet.

## CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

### Grenade

2017 – PIB : 1,6 Mds USD | Pop : 107 000 hbts

Des entreprises chinoise et russe s'associent pour l'exploration pétrolière et gazière. La compagnie russe, Global Petroleum Group (GPG), qui a effectué les explorations initiales de pétrole et de gaz, recevra un financement d'une entreprise chinoise pour des travaux d'exploration plus poussés dans l'espace marin de la Grenade.

Le gouvernement de la Grenade a signé un protocole d'entente avec la Chine, adhérant à l'initiative de Route de la soie.

## Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M

L'inflation haïtienne a augmenté de +14,6% (g.a.) en septembre 2018 (vs. +14,1% g.a. en août 2018), soit un niveau supérieur au niveau estimé par la Banque centrale haïtienne (+14,4% - g.a.). La hausse des prix est principalement due à une hausse des prix des produits alimentaires (+15,5%), des produits vestimentaire (+17,1%) et du coût de la santé (+22,5%).

Au 30 septembre 2018, la dette du pays s'élevait à 3,16 Mds USD, soit le niveau d'endettement le plus élevé entre 2008 et 2018. Le Venezuela demeure le principal créancier d'Haïti (1,85 Mds USD, soit 57% de sa dette), suivi de Taïwan (62,8 M USD). La dette haïtienne envers les bailleurs multilatéraux atteint 193,9 M USD et la dette interne 1,04 Mds USD.

**Le Ministère de la Croissance Économique et de la Création d'Emplois a annoncé la privatisation à venir de plusieurs actifs publics supplémentaires.** La privatisation des actifs identifiés devrait s'achever à la fin de l'année fiscale en cours, en mars 2019.

**Le Ministre des Finances a annoncé lors du Congrès international contre le blanchiment d'argent que le gouvernement dominicain prenait les mesures nécessaires permettant de lutter contre le blanchiment,** via la loi contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et la mise en place d'un plan de travail pour l'amélioration du système de lutte contre le blanchiment d'argent (en accord avec les recommandations du groupe latino-américain d'action financière).

**L'activité manufacturière a crû de +17% (g.a.) en septembre 2018.** L'indice mensuel de l'activité manufacturière s'est cependant réduit de 8,8 points par rapport au mois d'août 2018, bien qu'il se maintienne au-dessus de la barre des 50 points pour le 8<sup>ème</sup> mois consécutif.

**Les gouvernements chinois et de la Dominique signent un accord technico-économique concernant un financement chinois de 44 M USD.** Les fonds devraient aller au développement de l'agriculture, de l'éducation, de la santé et de la sécurité nationale. Une partie des fonds sera utilisée pour construire un complexe agricole permettant à la Dominique de pratiquer une agriculture davantage basée sur la technologie et permettra d'investir dans la reconstruction des zones dévastées par l'ouragan Maria.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.